

Mot du professeur Salim Daccache s.j., recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth à la présentation de l'ouvrage : Pluralisme, citoyenneté et vivre-ensemble : le salut vient-il de l'école ? le 13 juin 2013 à l'Amphithéâtre Pierre Abou Khater, CSH, Université Saint-Joseph

Je voudrais commencer cette brève intervention par vous remercier vous tous, venus à cette table ronde consacrée, en amis mais surtout en connaisseurs de la question de l'école libanaise, une question qui nous préoccupe toutes et tous, celle de la mission d'une école pour le Liban. Je ne peux qu'enchaîner mes remerciements pour dire ma reconnaissance aux deux valeureux et amis conférenciers, les professeurs Saoud el Maoula et Joseph Maila qui ont su comment aborder la lecture critique de cet ouvrage et comment ils ont su dégager quelques points essentiels qui peuvent aider les institutions scolaires à entrer dans la dynamique de la formation du citoyen libanais, sans qu'il ne soit déraciné de son milieu. Disons que le milieu communautaire et culturel est bien jaloux pour garder le jeune élève en son sein. Qu'il me soit permis de remercier toutes les personnes qui ont contribué à la préparation de cette manifestation : en premier Madame Nada Moghaizel Nasr, chargée de mission à la pédagogie universitaire, Cynthia Ghobril directrice de la communication, et bien d'autres personnes qui dans l'ombre ont agi avec efficacité et affection pour la réussite de ce moment. Au-delà des remerciements en lien avec cette table ronde, je voudrai exprimer mes remerciements aux innombrables personnalités et aux institutions scolaires qui m'avaient aidé à réaliser l'enquête sur les projets éducatifs, les chartes et les textes de mission ; mes remerciements vont aussi aux personnalités éducatives qui ont accepté de donner leurs points de vue, dans le cadre d'entretiens, sur la mission de l'école au Liban, qu'elle soit privée ou publique, religieuse ou laïque.

Chers Collègues et amis, je ferai suite à cette introduction trois questions préliminaires et je formulerais après quelques constats.

Comment vous avez fait le choix des écoles et de leurs projets éducatifs ?

La première remarque concerne le choix que j'ai fait pour retenir les projets éducatifs qui ont été analysés dans cet ouvrage à exposer et à analyser. Je dirai qu'en premier lieu je ne pouvais retenir l'ensemble des projets éducatifs des écoles du Liban car tous les réseaux éducatifs libanais ou les écoles qui reposent sur un individu disent par écrit ou sur le net quelque chose sur leur mission, leur projet d'éducation et de même sur les valeurs qu'ils entendent mettre en œuvre dans la formation de l'élève. Les critères de choix ont été décidés comme suit,

sachant qu'il y a toujours du subjectif dans tout choix : il fallait faire représenter tous les systèmes et les réseaux scolaires, toutes les communautés (je constate que j'ai oublié la communauté arménienne, j'avais cherché mais je n'ai pas pu lire l'arménien), le public et le privé, sachant que le privé scolaire scolarise plus de 70 pour cent de l'ensemble des élèves libanais.

Comment j'ai travaillé ? Quand est-ce que j'ai eu le temps pour entreprendre tout ce travail ?

Dès le moment où l'hypothèse a été formulée en 2004 telle qu'elle figure dans le titre de l'ouvrage, il fallait définir le terrain objet de la problématique et de l'analyse. Ma tâche fut rendue plutôt possible car je pouvais mieux connaître le terrain et ainsi commencer à collecter les documents nécessaires et adéquats à partir du lieu où j'étais comme dirigeant au niveau de mon école et des groupes scolaires catholiques et communautaires où je j'assumais un rôle de représentation et de proposition. Le choix de l'hypothèse commandait un travail sur des actions concrètes en faveur de l'éducation à la citoyenneté mais aussi sur la praxis fondamentale du système éducatif libanais qui est représentée par les textes de mission comme les chartes, les projets éducatifs et d'autres types de textes. Pour moi, il fallait travailler sur les intentions fondatrices de l'action avant d'envisager une interrogation de ce que l'on peut appeler le projet d'établissement de l'école ou bien des actions découlant de ce projet. Des entretiens venaient en complément des documents pour les éclairer et les commenter. La mise en œuvre de la méthode comparative dans l'éducation s'est avérée fructueuse, car c'est grâce à cette méthode que j'ai pu dégager les valeurs transcommunautaires.

Quel était votre objectif final de ce travail ?

Pour certains, me poser la question avait une finalité positive, étant bien intéressés par la perspective d'une telle entreprise ; il existe une certaine conviction que l'école est une médiation nécessaire et avisée, malgré les difficultés, entre la société, les communautés et les élèves d'une part et l'état et les structures publiques d'autre part pour assurer ce travail patient de formation de l'élève à la citoyenneté la plus civile. Mais il est évident que cette conviction rencontre une forte résistance, consciente ou inconsciente, de la part de certaines composantes idéologiques de la société et de la communauté scolaire et que cette résistance limite le rôle de l'école à une formation (même dite citoyenne) à la reproduction des attitudes les plus conservatrices du champ social propre. Même cette résistance met en doute le dialogue interreligieux et préfère s'en passer car il n'est pas productif. Tenant compte de ce fait et malgré ces réticences, notre objectif est de démontrer qu'aujourd'hui le discours

théorique et praxéologique des sous-systèmes scolaires libanais allait à l'encontre de ces rejets et mettait l'accent sur des valeurs communes aux différents sous-systèmes, chrétien et musulman, comme approche possible de cette formation à une même citoyenneté.

Suite à ces trois questions préliminaires, il me faut tout de suite développer brièvement quelques constats que j'ai déjà formulés dans l'ouvrage et que je reformule aujourd'hui devant vous. En exergue à ces constats, je voudrai reprendre une phrase qu'un homme de lettres français célèbre, enseigné dans nos collèges, a prononcée le 22 septembre 1862 dans sa Lettre écrite aux membres du Congrès international pour l'avancement des sciences sociales tenu à Bruxelles. Victor Hugo, car il s'agit de lui a formulé la phrase suivante : « **Pour faire un citoyen, commençons par faire un homme. Ouvrons des écoles partout. Quand on n'a pas en soi la lumière intérieure que donne l'instruction, on n'est pas un homme ; on n'est qu'une tête du troupeau multitude, qui se laisse faire, et que le maître mène tantôt à la pâture, tantôt à l'abattoir. Dans la créature humaine, ce qui résiste à la servitude, ce n'est pas la matière, c'est l'intelligence. La liberté commence où l'ignorance finit.** ». Cette phrase résume bien le défi de l'école moderne depuis les dernières décennies du XIXe siècle jusqu'à nos jours. La mission principale de l'école est de former des hommes et des femmes capables d'être des citoyens, c'est-à-dire des sujets soumis aux devoirs exigés par la cité et bénéficiant de droits légitimes de libertés, de sûreté, de propriété et de résistance, de dignité et de bien-être. Le Liban a bien connu depuis un siècle une propagation des écoles et une alphabétisation poussée comme le souhaitait Victor Hugo, mais a-t-il pu former des hommes et des femmes cultivés afin d'en faire de bons citoyens ? Les constats suivants que j'ai lus et dégagés du discours de l'école libanaise sur elle-même et sur ses finalités illustrent ce paragraphe de Victor Hugo : l'école est destinée à éduquer l'intelligence de l'homme et à former le citoyen libre et éveillé.

En premier lieu, le discours de nos écoles, discours énonciatif et implicatif, engagé et souvent enthousiaste, met l'accent sur des valeurs dites universelles communes, morales et sociales, intellectuelles et citoyennes, partagées par la grande majorité de nos établissements scolaires. Il n'est pas un discours qui parlera de l'excellence de l'instruction et de l'enseignement, de la tolérance et du respect de l'autre, de la démocratie comme système de représentation, de la participation de tous comme valeur nécessaire, de l'acceptation du pluralisme, du sens critique et du goût de la recherche, de l'autre comme source de richesse, du sens du sacrifice, de l'amour de la nation, l'égalité, la sincérité, la responsabilité, etc... L'on dirait parfois que les projets des écoles sont des copies conformes l'un de l'autre, certains s'étant inspirés du document officiel de l'éducation tel qu'il a été formulé en 1994. Bref, même si nous retenons

que les projets éducatifs des écoles communautaires donnent une place importante aux valeurs religieuses et spirituelles communautaires, il est à souligner que les écoles ménagent un rôle fondamental aux valeurs universelles qui dépassent les frontières de la communauté, sachant comme l'a fait remarquer Resweber dans sa préface : les valeurs jouent un rôle de médiation entre les finalités et les objectifs. De ce fait, l'école ne peut observer une attitude de neutralité vis à vis des valeurs dites universelles ou transcommunautaires, qui auront leur poids, même si c'est seulement au niveau du discours, dans la marche de l'opération éducative. Toutefois, l'on ne voit pas comment l'école libanaise communautaire cherche à transformer ce qui de l'ordre de l'intention éducative à des projets bien définis et marqués par leur faisabilité.

En second lieu, je risque un second constat : l'école communautaire libanaise peut et doit enseigner l'acceptation du pluralisme, la formation à la citoyenneté en vue de la promotion du vivre ensemble, ces trois valeurs étant bien républicaines et universelles. Car d'une part, notre école connaît bien son terrain, sa société, elle est en permanence en lien avec elle et avec les groupes sociaux et familiaux. Elle est ainsi en position de force pour être d'une part une médiation entre cette société ou les composantes variées de cette société et les valeurs universelles qu'elle entend inculquer à ses élèves. D'autre part, l'école et ses pouvoirs de tutelle, tel que cela apparaît dans les discours des projets éducatifs qui incluent les finalités de la fondation des réseaux communautaires, cherchent à donner une position de force aux valeurs transcommunautaires dans les textes de mission de telle manière que l'éducation, par ses objectifs, cherche à former un jeune ouvert à ces valeurs et imprégné d'elles. Ne soyons pas dupes : si le social suit d'une manière ou d'une autre l'orientation donnée par l'école, nous ne pouvons pas dire que ce sera la même attitude du politique et des politiciens, qui au nom de l'intérêt général et supérieur de la communauté déplacent le jeune et le social vers une sphère que l'école peut difficilement contrôler. Le pouvoir politique de la communauté est bel est bien du ressort de l'instance politique qui, aujourd'hui, détient directement des parts du système scolaire privé lui-même et exerce aussi son influence directe, disons-le en clair, sur des dirigeants des écoles qui lui font obéissance.

Toutefois, **en troisième lieu**, l'école peut-elle encore relever le défi ? N'est-ce pas trop tard ? Si c'est encore possible, quels sont les motifs de mon optimisme ? N'est-ce pas que l'école reproduit les schèmes socio-politiques en présence ? Il est vrai qu'il faudra être réaliste et tenir compte des facteurs qui limitent l'action de l'école. En même temps, l'école comme l'Université, ne peut oublier certains facteurs qui favorisent la continuité de sa mission. J'en

énumère ici quelques-uns : l'école libanaise possède une histoire, même les nouveaux réseaux font partie de cette histoire, une histoire de promotion de l'identité libanaise, faite de respect du pluralisme et d'action en faveur de l'unité et de la souveraineté du Liban, unité dans la pluralité et d'une éducation à la citoyenneté comme expression de cet attachement à l'entité libanaise. Plus récemment cette école a réussi de lancer une expérience de formation au dialogue interreligieux et interculturel dans la mesure où des écoles de réseaux différents n'hésitent pas à lancer des activités qui mettent des élèves de régions différentes dans des situations de dialogue et d'échange, même si cela s'avère souvent bien difficile. De même, les écoles libanaises, vu le système libéral libanais en matière de fondation d'établissements éducatifs, se trouvent en situation de concurrence et de recherche d'excellence de leurs prestations éducatives Cette concurrence ne peut que s'accroître au cœur même des réseaux communautaires mais aussi entre les écoles laïques pour la plupart libérales et les écoles de type communautaire. Cela ne peut que mener l'ensemble des sous-systèmes à l'ouverture aux valeurs intellectuelles et académiques universelles, surtout que le marché professionnel exige de l'école et de l'Université de former des diplômés ayant des compétences intellectuelles, méthodologiques, sociales, morales et citoyennes bien marquées par l'universalité, ce qui ne peut qu'inciter le système scolaire libanais, public et privé à garder le cap de son discours favorisant le transcommunautaire.

En conclusion : Que faire aujourd'hui ? Quelles sont les actions possibles et prioritaires afin que l'école demeure la planche de salut, en contribuant à la promotion de ses propres valeurs fondatrices? Le risque est de reproduire ici une liste d'actions que l'on retrouve dans le sixième et dernier chapitre de l'ouvrage : introduire dans le curriculum (même cela se fait au détriment des matières littéraires et scientifiques) des projets de rencontres entre écoles communautaires différentes, initier des projets nationaux d'activités intellectuelles et citoyennes communes, former nos enseignants à une juste attitude envers l'autre différent basé sur le projet éducatif et de ses valeurs, l'enseignant étant l'agent principal de formation à la citoyenneté, faire pression pour que le manuel d'histoire libanaise soit publié, au moins adopter un noyau commun de cette histoire entre toutes les écoles, faire de l'instruction civique et de l'éducation citoyenne une vie dans le quotidien et ne plus se limiter au livresque et à la mémorisation dans ce domaine. La liste est bien longue et les possibilités sont multiples afin de relever le défi de l'éducation, notre vrai capital libanais, le plus précieux, le Liban ayant toujours réussi à former une bonne partie de l'intelligentsia internationale.

Chers Amis, si l'on baisse les bras, il y a le risque de faire de nos écoles des institutions froides sans âme et sans cœur ! Au pire moment de la guerre sur le Liban durant des dizaines

d'années, l'école n'a pas démissionné et ses dirigeants n'ont pas abdiqué de réaliser leur mission. Ce n'est pas aujourd'hui, même au cœur même des difficultés les plus dures à supporter, que nous allons abdiquer. Nous sommes les maîtres à bord, nous sommes les responsables de nos institutions et nous tenons à ce qu'elles soient des réels témoins du Liban de la liberté et du pluralisme, le Liban tel que nous voulons qu'il soit, un message de confiance mutuelle, d'intelligence commune, de valeurs humaines et spirituelles qui nous unissent et nous rendent solidaires les uns des autres. C'est par cela que nous éloignons les menaces et ferons de nos écoles des lieux de vie, d'excellence et de croissance de tout homme.